



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
NORD-OUEST**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**

OBJET DU MARCHÉ

GUER (56) – Camp de Coëtquidan - Assistance à maîtrise d'ouvrage à la passation d'un contrat de performance énergétique (CPE)

PROJET N° 25-004

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.2.1 Lots	4
1.2.2 Tranches	4
1.2.3 Parties techniques	4
1.3 RECONDUCTION DU MARCHÉ	4
1.4 INTERVENANTS.....	5
1.4.1 Maîtrise d'ouvrage	5
1.4.2 Personne représentant le titulaire	5
1.4.3 Autres intervenants	5
1.5 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	5
1.5.1 Sous-traitants de rang 1	5
1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant.....	6
1.6 PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	6
1.6.1 Protection du secret de la défense nationale	6
1.6.2 Restrictions diverses	7
1.6.3 Contrôle nominatif.....	7
1.6.4 Contrôle des accès	7
1.6.5 Contrôle des véhicules	7
1.6.6 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge	7
1.7 TRANSMISSION DES DOCUMENTS MARQUES « DIFFUSION RESTREINTE »	7
1.8 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION.....	8
1.8.1 Clause sociale	8
1.8.2 Clause environnementale	8
1.9 LANGUE.....	8
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2.1 PIECES PARTICULIERES	8
2.2 PIECES GENERALES.....	9
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	9
3. DELAIS.....	9
3.1 DUREE DES TRANCHES	9
3.2 DELAIS D'AFFERMISSEMENT.....	9
3.3 DELAI D'EXECUTION DES PARTIES TECHNIQUES.....	10
4. DISPOSITIONS FINANCIERES	12
4.1 FORME DES PRIX.....	12
4.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	12
4.2.1 Mentions obligatoires de la facture.....	12
4.2.2 Transmission de la facture.....	12
4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur	13
4.3 VARIATIONS DE PRIX.....	13
4.3.1 Type de variation des prix.....	13
4.3.2 Mois d'établissement des prix	13
4.3.3 Choix des index de référence	13
4.3.4 Modalités de variation des prix	13
4.3.5 Calcul de la variation de prix	14
4.4 AVANCE.....	14
5. PENALITES	14
5.1 SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE.....	17
5.2 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	17

6. UTILISATION DES RESULTATS 17

7. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS 18

7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION18

7.2 ADMISSION DES PRESTATIONS18

8. RESILIATION 18

8.1 ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....18

8.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE18

9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... 18

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

SID Nord-Ouest : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission d'audit énergétique, d'évaluation et d'assistance technique pour la mise en place d'un contrat de performance énergétique (CPE) sur le Camp de Coëtquidan, à Guer (56).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Sans objet.

1.2.2 Tranches

Le marché fait l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

Tranche	Objet
Tranche ferme	Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du contrat de performance énergétique (CPE), découpées en 6 parties techniques
Tranche optionnelle	Mise à jour des données (actualisation des livrables des parties techniques 1 et 2)

1.2.3 Parties techniques

Les prestations de la tranche ferme sont scindées en 6 parties techniques à exécuter distinctement :

Partie technique	Objet
Partie technique 1	Etablissement de la situation énergétique de référence
Partie technique 2	Proposition de scénarii « coûts/performance »
Partie technique 3	Rédaction du dossier de consultation
Partie technique 4	Assistance à la contractualisation
Partie technique 5	Assistance au suivi de la réalisation des travaux
Partie technique 6	Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début de CPE

1.3 Reconduction du marché

Sans objet.

1.4 **Intervenants**

1.4.1 **Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées –Service d'Infrastructure de la Défense (SID) Nord-Ouest.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le Bureau gestion technique du domaine de la Division Gestion du patrimoine.

L'interlocuteur privilégié est : Monsieur Mohamed ZIRARI (Expert en maîtrise de l'énergie) suppléé par Monsieur François JOUIN (Chef de la section connaissance et surveillance technique)

Téléphone : 02.23.35.27.33

Adresses mail : mohamed.zirari@intradef.gouv.fr ; francois.l.jouin@intradef.gouv.fr

Le conducteur d'opérations est l'unique interlocuteur du titulaire.

1.4.2 **Personne représentant le titulaire**

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la ou des personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, leur remplacement éventuel sera soumis à l'approbation de l'acheteur.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'acheteur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

L'acheteur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

S'il ne respecte pas cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation pour faute de son marché.

1.4.3 **Autres intervenants**

- Titulaires des contrats de maintenance exploitation (liste transmise au titulaire après notification du marché) ;
- Centre référent pour la performance énergétique du SID Sud-Est, service expert du SID.

1.5 **Désignation des sous-traitants en cours de marché**

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

1.5.1 **Sous-traitants de rang 1**

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la

décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),

- l'engagement de non divulgation des informations et supports « Diffusion Restreinte »,
- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang, non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- l'engagement de non divulgation des informations et supports « Diffusion Restreinte »,
- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.6 Prestations intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/PI et de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

1.6.1 Protection du secret de la défense nationale

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/PI et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;

- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

1.6.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.6.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant du SID. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le représentant de l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.6.4 Contrôle des accès

L'accès au site est subordonné au passage par le poste de sécurité. Le contrôle d'accès ainsi que les règles intérieures du site sont applicables. Prévenir 5 jours ouvrés au moins, avant la date souhaitée de visite.

Le camp est accessible aux intervenants extérieurs autorisés de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi puis de 8h00 à 15h00 le vendredi.

Attention le contrôle à l'entrée et à la sortie se traduit par des temps de franchissement qui peuvent être rallongés autour de 8h00, de 12h00 à la pause déjeuner puis autour de 17h00 (ou 15h le vendredi) à la fin de journée.

1.6.5 Contrôle des véhicules

La liste des véhicules du titulaire est fournie au représentant du SID Nord-Ouest dès la notification du marché.

1.6.6 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente sa carte d'identité professionnelle avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

1.7 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »

Au cours de l'exécution du marché, les documents marqués « diffusion restreinte » sont transmis selon les modalités suivantes :

1^{ère} étape : le titulaire remplit, signe et envoie au chargé d'affaire l'engagement de non divulgation des informations et supports "*Diffusion Restreinte*" dont le modèle est disponible sur demande.

2^{ème} étape : le chargé d'affaire réceptionne l'engagement de non divulgation des informations et supports "*Diffusion Restreinte*" et transmet au titulaire les documents « diffusion restreinte » :

- Soit par une remise en main propre
- Soit par courrier, en recommandé avec accusé de réception : la transmission s'effectue sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention diffusion restreinte et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission
- Soit par moyen électronique : les informations doivent être chiffrées à l'aide d'un dispositif ayant fait l'objet d'une qualification au niveau standard, d'une caution de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ou d'une évaluation par le centre technique SSI du ministère des armées.

1.8 Condition particulière d'exécution

1.8.1 Clause sociale

Sans objet

1.8.2 Clause environnementale

Le titulaire s'engage à mesurer son empreinte carbone sur le périmètre du présent marché. Il propose une méthode proportionnée à l'objet et à l'économie générale de ce dernier. Cette méthode doit être objective, vérifiable et compatible avec la méthode générale réglementaire du ministère de la transition écologique et de l'ADEME qui sont définis et actualisés sur la page www.bilans-ges.ademe.fr.

Aucun objectif absolu ni relatif en matière d'empreinte carbone n'est fixé au titulaire dans le cadre de la présente clause.

Le titulaire s'engage à présenter un bilan annuel de la mesure de son empreinte carbone assortie d'une analyse des augmentations ou diminutions de cette empreinte, ainsi que d'un plan d'action. Ce bilan, l'analyse et le plan d'action doivent être proportionnés à l'économie générale du présent marché.

La première année de présentation du bilan est la date anniversaire de la notification du marché. Puis, le bilan est présenté chaque année et en fin de marché.

La présentation des documents relatifs au bilan est soumise aux obligations de délais et donc aux pénalités afférentes, c'est-à-dire aux pénalités de retard dans la remise des documents définies à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.9 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire aux représentants de l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le SID Nord-Ouest, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- lettre de notification, acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- état des prix forfaitaires (EPF)
- les actes spéciaux de sous-traitance
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- l'offre technique du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(s) annexe(s), la pièce principale prévaut.

2.2 Pièces générales

- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 4.3.2 du présent CCAP

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. DELAIS

3.1 Durée des tranches

La durée de chaque tranche est indiquée ci-dessous :

Tranche	Durée
Tranche ferme	La durée globale de la tranche ferme est la somme des délais de chaque partie technique la constituant.
Tranche optionnelle	6 semaines.

3.2 Délais d'affermissement

Le commencement de la tranche optionnelle est subordonné à la décision de l'acheteur de l'affermir.

Le délai d'affermissement de cette tranche ne peut excéder 36 mois après l'activation de la partie technique n°1.

Certaines parties techniques sont divisées en sous-parties techniques. Ces sous-parties techniques ne sont pas des parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

3.3 Délai d'exécution des parties techniques

Les délais d'exécution de chaque partie technique ne peuvent être supérieurs aux délais prescrits ci-dessous :

N° de la partie technique	Références article CCTP	Partie technique	Délai	Point de départ du délai
1	Délai global de la partie 1 : 20 semaines			
	2.1.1	Préparation de la mission	8 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.
	2.1.2	Recueil de données, relevés, état de l'existant	16 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.
	2.1.3	Évaluation et analyse de la performance énergétique des bâtiments et du site	20 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.
2	Délai global de la partie 2 : 20 semaines			
	2.2	Proposition de scénarii « coûts/performance »	9 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.
		livrables prévu à l'article 5.2.1 du CCTP	20 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.
3	Délai global de la partie 3 : 4 semaines			
	2.3	Rédaction des programmes techniques et annexes	4 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.
	Délai global de la partie 4 : 24 semaines			
	2.4.1	Analyse des candidatures	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des plis

4				contenant les candidatures
	2.4.1	Analyse des offres initiales (3 offres maxi)	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des plis contenant les offres
	2.4.2	Assistance au jury du dialogue compétitif (3 candidats maxi)	3 jours consécutifs	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée
	2.4.3	Mise à jour du programme / demande d'offre finale	1 semaine	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée
	2.4.4	Analyse des offres finales	3 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des plis contenant les offres
	2.4.4	Assistance au jury finales du dialogue compétitif	1 jour	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée
5	Délai global de la partie 5 : 24 mois			
	2.5.1	Analyse des documents d'exécution APD	3 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des documents à analyser
	2.5.2	Assistance au suivi de la réalisation des travaux / contrôle des DOE	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des documents à analyser
	2.5.3	Assistance au suivi de la réalisation des travaux / vérification des CEE	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des documents à analyser
6	Délai global de la partie 6 : 24 mois			
	2.6	Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début de CPE / vérification de la situation énergétique de référence	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée
		Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le

		de CPE / validation du plan de mesure	1 mois	déclenchement de la sous-partie technique concernée
		Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début de CPE / vérification de la performance		Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée

Les durées des parties techniques indiquées dans le tableau ci-dessus n'incluent pas les durées des opérations de vérification et de réception par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, les PT4, PT5 et PT6 sont dépendantes respectivement de la procédure de dialogue compétitif choisie pour le CPE et de la durée des travaux prévus au début du CPE.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai maximal de 9 mois à compter de la notification du marché.

4. DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Forme des prix

Le marché comprend des prestations à montant forfaitaire (EPF).

4.2 Modalités de règlement des prestations

4.2.1 Mentions obligatoires de la facture

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement
- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ)
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant : D10711K035**
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché
 - o hors TVA
 - o et TTC, en les distinguant, le cas échéant, le taux applicable
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/PI
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et le cas échéant le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, co-traitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué.

4.2.2 Transmission de la facture

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°25-004	COSI n°466156	DAF n°2025_000913	Page 13 / 18
----------------	------	-----------------	---------------	-------------------	--------------

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel (constat de service fait total à la clôture financière du marché), en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

4.3 Variations de prix

4.3.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

4.3.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent celui de la date limite de remise des offres, indiquée dans la lettre de notification du marché. Ce mois est appelé « mois zéro ».

4.3.3 Choix des index de référence

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché, est : ING – Ingénierie.

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

4.3.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times I_n / I_0]$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la partie technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution.
- le mois n étant :
 - pour le paiement des acomptes, le mois d'exécution des prestations
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations ou de la tranche concernée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

Les méthodologies appliquées pour l'arrondi du coefficient de révision et le prix révisé sont les suivantes :

Coefficient :

- le coefficient de révision comporte trois décimales ;

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Prix révisé :

- le prix révisé est arrondi à deux décimales ;
- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

4.3.5 Calcul de la variation de prix

Le titulaire doit présenter un état liquidatif de la variation de prix mentionnant les éléments suivants :

- le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
- le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
- le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
- le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

En l'absence d'état liquidatif présenté par le titulaire, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de calculer lui-même ou non les variations de prix.

4.4 Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG/PI, le taux de l'avance est fixé et versée au titulaire à la notification du marché dans les conditions de l'article 3.4 de l'acte d'engagement.

5. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire ne peut être exonéré des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont calculées comme suit :

Parties techniques	Livrables	Délai	Point de départ du délai	Pénalité
PT 1 ; PT 2 ; PT 3 ; PT 4 ; PT 5 ; PT 6	Réunion / audition des candidats / réunion de jury	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Retard ou absence du représentant du titulaire à une réunion ou aux auditions des candidats La représentation du titulaire par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.	50 € / retard \geq 30 min 200 € / absence
PT 1 ; PT 2 ; PT 3 ; PT 4 ; PT 5 ; PT 6	Intervention / Visite de site	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Retard ou absence du représentant du titulaire à une intervention ou une visite de site La représentation du titulaire par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.	50 € / retard \geq 30 min 200 € / absence

PT 1 ; PT 2 ; PT 3 ; PT 4 ; PT 5 ; PT 6	Remise d'un document	Délai énoncé dans les pièces du marché ou à défaut de 7 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée. Les documents non conformes à l'article 10.2 du CCTP seront considérés comme non transmis	150 € / retard par jour calendaire
PT 1	1.1-préparation de la mission	8 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.	250 € / jour calendaire de retard
	1.2-recueil de données, relevés, état de l'existant	16 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.	250 € / jour calendaire de retard
	1.3-Évaluation et analyse de la performance énergétique des bâtiments et du site	20 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.	150 € / jour calendaire de retard
PT 2	Proposition de scénarii « coûts/performance »	9 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.	250 € / jour calendaire de retard
PT 3	Rédaction du dossier de consultation	4 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la partie technique concernée.	250 € / jour calendaire de retard
PT 4.1	Assistance à la contractualisation / rapport d'analyse des candidatures	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des plis contenant les candidatures	150 € / jour calendaire de retard
	Assistance à la contractualisation / rapport d'analyse des offres initiales	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des plis contenant les offres	150 € / jour calendaire de retard
PT 4.2	Assistance à la contractualisation / assistance au jury du	3 jours consécutifs	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le	150 € / jour calendaire de retard

	dialogue compétitif		déclenchement de la sous-partie technique concernée	
PT 4.3	Assistance à la contractualisation / mise à jour du programme	1 semaine	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée	250 € / jour calendaire de retard
PT 4.4	Assistance à la contractualisation / rapport d'analyse des offres finales	3 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des plis contenant les offres	150 € / jour calendaire de retard
	Assistance à la contractualisation / assistance au jury final du dialogue compétitif	1 jour	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée	
PT 5.1	Analyse des documents d'exécution APD	3 semaines	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des documents à analyser	250 € / jour calendaire de retard
PT 5.2	Assistance au suivi de la réalisation des travaux / contrôle des DOE	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, des documents à analyser	250 € / jour calendaire de retard
PT 5.3	Assistance au suivi de la réalisation des travaux / vérification des CEE	2 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée	250 € / jour calendaire de retard
PT 6.1	Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début de CPE / vérification de la situation énergétique de référence	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée	250 € / jour calendaire de retard
PT 6.2	Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début de CPE / validation du plan de mesure	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée	250 € / jour calendaire de retard
PT 6.3	Assistance à la mise en place du suivi de la performance énergétique en début de CPE / vérification de la performance	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service notifiant le déclenchement de la sous-partie technique concernée	250 € / jour calendaire de retard
Tranche optionnelle	Mise à jour des parties techniques 1 et 2	6 semaines	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de	250 € / jour calendaire de retard

			l'affermissement de la tranche optionnelle	
--	--	--	--	--

5.1 Sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur, sans mise en demeure préalable.

5.2 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

5.2.1 Présentation du dispositif e-Attestations

L'acheteur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

5.2.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

6. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du CHAPITRE 6 du CCAG/PI sur l'utilisation des résultats.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°25-004	COSI n°466156	DAF n°2025_000913	Page 18 / 18
----------------	------	-----------------	---------------	-------------------	-----------------

7. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire **peut** être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

7.2 Admission des prestations

L'admission de chaque partie technique ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Par dérogation à l'article 29 du CCAG/PI, elle est matérialisée par le constat de service fait et le paiement de la facture.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

8. RESILIATION

8.1 Arrêt de l'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques décrites à l'article 1.2.3 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

8.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI apportée par l'article 1.5 du CCAP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI apportée par l'article 2 du CCAP
- Dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/PI apportée par l'article 3.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI apportée par l'article 4.2.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 14 du CCAG/PI apportée par l'article 4.3.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI apportée par l'article 7.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 29 du CCAG/PI apportée par l'article 7.2 du CCAP